

Dans la fonction publique, on chante toujours «Où sont les femmes?»

Le secteur public belge reste une affaire d'hommes. Les chiffres européens en attestent: 10% à peine de femmes dans les hautes fonctions publiques.

NATHALIE BAMPS, MATHIEU COLLEYN
ET FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Il aura suffi d'un départ, un seul, celui de la dernière représentante de la gent féminine au comité de direction de la Banque nationale de Belgique (Marcia De Wachter), pour provoquer une tornade féministe à tous les étages du microcosme politique, jusqu'au sein même du gouvernement fédéral.

Pour rappel, le Fédéral a décidé de remplacer la seule femme présente au comité de direction de la BNB par un homme, Steven Vanackere. La décision n'a pas encore été avalisée par le Conseil des ministres, Charles Michel veut consulter largement, mais l'homme reste la piste privilégiée.

L'homme, donc. Et, au-delà d'autres facteurs contestant cette nomination, le fait qu'il n'y ait plus aucune femme au comité de direction de la BNB en dérange plus d'un. Le vice-Premier Open Vid Alexander De Croo s'est fendu d'un commentaire lapidaire: *«l'absence de femme (au comité de direction de la BNB) n'est pas une bonne chose»*, a-t-il jugé une fois le nom de Vanackere lancé sur orbite. Idem du côté du ministre des Finances, Johan Van Overtveldt, qui a jugé... après coup (après avoir lui-même mis sur la table le nom de son collègue Vanackere) qu'il faudrait améliorer la proportion hommes/femmes à la BNB... Ajoutez à cela l'aile féministe du CD&V (Vrouw & Maatschappij), qui est partie au front en criant sa désapprobation de voir la seule présence féminine au comité de direction de la BNB disparaître sous la plume du ministre de tutelle.

Une suédoise très... masculine

Un gouvernement mis sens dessus dessous donc par cette histoire de féminisation des hauts postes à responsabilités. Un gouvernement pourtant jugé trop testostéroné lui-même. Pensez, 3 femmes seulement sur les 14 ministres, une seule secrétaire d'État, pas de vice-Première. Les hommes sont au pouvoir, les jupes restent en cuisine.

On exagère à peine. Certes, Dominiek Le Roy (Proximus) et Sophie Dutordoir (SNCB), dirigent deux entreprises publiques, et non des moindres. Mais après avoir passé au scanner les différentes administrations publiques, entreprises gérées par l'État belge, organismes parastataux, intercommunales, force est de constater qu'à tous les niveaux de pouvoir, que ce soit au Fédéral ou dans les Régions, les femmes haut fonctionnaires restent aussi rares que les edelweiss dans les Alpes françaises (voir l'infographie).

Ce sont généralement les comités de direction qui trinquent. Pour les conseils d'administration, une loi datant de 2011 garantit la présence accrue des femmes dans les CA des entreprises publiques, entreprises cotées, et la Loterie nationale. Un arrêté royal datant de 2012 étend même le champ à l'ensemble des services fédéraux (parastataux, OIP...). Mais, hormis quelques cas bien ciblés (Infobel, Bel-

gocontrol, Unia, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, la Sowaflin en Wallonie), on reste loin de la barre de 30%. Autre nuance, les entreprises publiques respectent davantage ces quotas. Excepté Belfius et bpost. Et la BNB? Elle n'est justement pas soumise au champ d'application de la loi...

3 femmes seulement sur les 14 ministres, une seule secrétaire d'État, pas de vice-Première. Les hommes sont au pouvoir, les jupes restent en cuisine.

Ces règles de quotas n'ont donc pas fait tache d'huile dans les comités de direction. Et c'est un peu logique. *«La présence au comité de direction, c'est le résultat d'une carrière, explique Isabella Lenarduzzi, fondatrice du réseau d'entrepreneuriat féminin Jump. Les mesures pour y augmenter la présence des femmes devant donc être différentes.»* Mais pour elle, c'est dans la fonction publique qu'il faut montrer l'exemple. Et il y a du boulot...

Prenez les administrations publiques fédérales. On ne compte que 24% de femmes dans les directions des SPF. Les bons élèves de la classe, ce sont les SPF Sécurité sociale et Politique scientifique, avec un taux de 40%. Ceux qui font dégringoler les quotas, ce sont les SPF Finances (8% de femmes dans la direction), Santé publique et Développement durable (0%...). Dans les SPW, et à Bruxelles, idem. On reste sous la barre des 30%. Plus interpellant encore, ce sont les top managers. Une seule femme trône au sommet, Isabelle Mazzara (SPF Intérieur), sur les 11 postes pourvus. La Wallonie fait mieux: 4 sur 10.

À Bruxelles, notons que les choses ont sensiblement évolué. Ces dernières années ont été marquées par l'accession de femmes à des fonctions dirigeantes à différents niveaux. Hub.brussels et Bruxelles Urbanisme et Patrimoine (BUP), des institutions nouvelles dépendant de la Région, sont dirigées par des femmes. Mais force est de constater que sur 27 postes dirigeants à l'échelon régional, seuls 7 sont aujourd'hui occupés par des femmes... Et l'analyse des multiples conseils d'administration qui jalonnent la lasagne institutionnelle régionale met en lumière une majorité souvent large d'hommes. Les distributions de mandats communaux dans les intercommunales suite à l'élection d'octobre infléchiront peut-être cette tendance.

Lanterne rouge

Ce constat de l'absence criante de femmes aux plus hauts niveaux du pouvoir n'est pas neuf. L'Institut européen pour l'égalité de

genre fait taire d'un chiffre, d'un seul, ceux qui prétendraient le contraire: en 2018, on ne compte que 10% de femmes parmi les fonctionnaires de rang 1. Si l'on descend d'un échelon, le taux grimpe un peu: 23% parmi les fonctionnaires de rang 2. On reste loin de la moyenne UE des 35% de femmes hauts fonctionnaires. Et voilà qui propulse notre pays dans le bas du classement européen.

18%

Au sein des comités de direction des entreprises publiques, on ne compte que 18% de femmes au total, contre 32% dans les CA (soumis aux quotas).

Nous sommes la lanterne rouge de l'Europe, nos administrations méritent le bonnet d'âne. Du moins si l'on considère qu'une plus grande présence des femmes aux hauts postes est nécessaire. C'est ce que beaucoup pensent, au nom de l'égalité et de la lutte contre les discriminations. Un combat qui rebondit dans le spectre de l'égalité salariale: plus de femmes dans les comités de direction pourrait aussi faire évoluer les écarts salariaux et la présence des femmes sur le marché du travail.

Cette semaine - poussé il est vrai par la tempête de l'affaire BNB -, le ministre des Finances Johan Van Overtveldt a hissé haut le drapeau de l'égalité des genres au travers de son projet de réforme de la BNB. Le texte a notamment pour but de féminiser la direction de l'institution (lire L'Echo du 8/11). La députée CD&V Griet Smaers a aussi déposé une proposition de loi à la Chambre prévoyant d'introduire un quota d'un tiers de femmes dans le comité de direction, le conseil de régence et le collège des censeurs de la BNB.

Ce débat dépasse aussi largement les murs de l'institution bancaire. Le groupe Ecolo-Groen a déposé en février une proposition de résolution visant l'équilibre des genres dans les comités de direction des entreprises publiques et de Belfius. Mais une loi, est-ce bien utile quand on sait que la nomination à un poste dépend d'autres facteurs (dont, avant tout, en théorie... la compétence)? Certains en doutent, à commencer par quelques femmes top managers elles-mêmes. Isabella Lenarduzzi constate aussi que, où que le regard se porte, les quotas ne sont pas toujours respectés. *«La loi est nécessaire mais pas suffisante. Mais les quotas, même si personne n'en a vraiment envie, sont indispensables pour casser l'entre-soi. Sinon, on n'y arrivera pas...»*

QUEL EST LE TAUX DE FEMMES PRÉSENTES DANS LES HAUTS POSTES DE LA FONCTION PUBLIQUE?

